

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI ÉVOLUE FAIBLEMENT

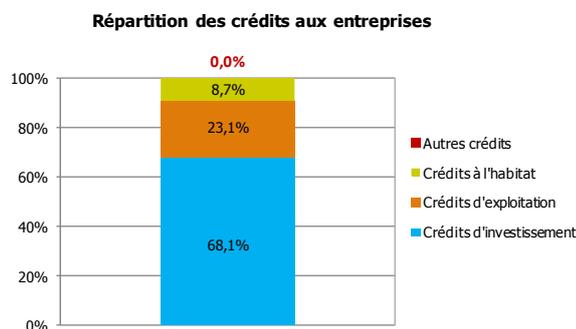
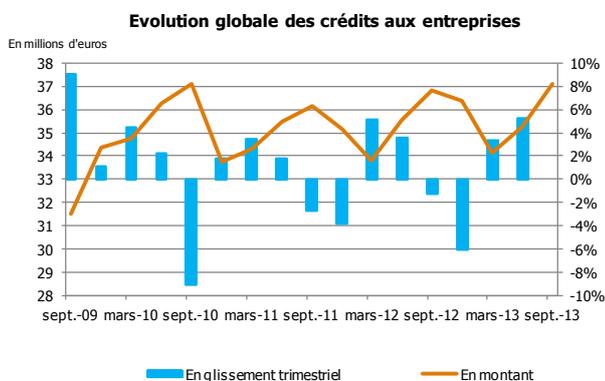
Progression des crédits aux entreprises

L'encours de crédit global aux entreprises au 30 septembre 2013 atteint 37,1 millions d'euros, en hausse de 5,2 % par rapport au deuxième trimestre. Sur une période d'un an, l'évolution de ces encours laisse davantage apparaître une certaine stabilité des financements consentis aux entreprises (+0,7 %).

La forte augmentation des crédits immobiliers aux entreprises (+0,9 million sur le trimestre) constitue le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises ce trimestre. Cette évolution confirme la tendance à la hausse qui se dégage depuis le début de l'année concernant ce type de financement.

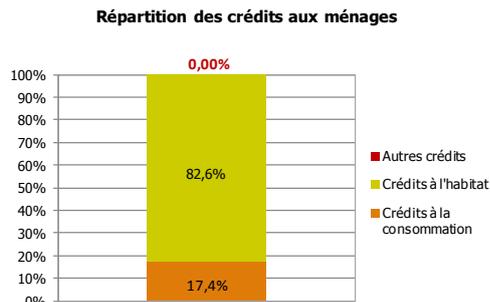
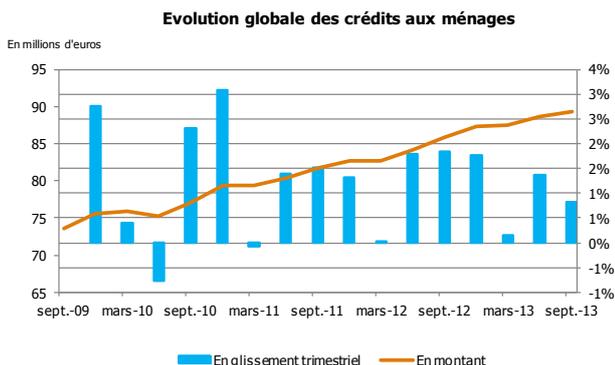
Contrairement au trimestre précédent, les crédits d'exploitation connaissent une faible progression (+3,9 % sur le trimestre), portée essentiellement par le dynamisme des financements par mobilisation de créances commerciales (+0,6 million) l'utilisation au débit des comptes ordinaires accusant quant à elle une baisse de 0,5 million.

Les crédits d'investissement se stabilisent (+2,2 % sur le trimestre) après avoir essuyé trois trimestres de baisses consécutives, et retrouvent leur niveau de décembre 2012 (à 25,3 millions).



Stabilisation des crédits aux ménages

Avec une hausse de 800 000 euros (soit +0,8 %), l'encours sain des crédits aux ménages reste assez stable au troisième trimestre. Comparativement à la même période en 2012, la tendance qui se dégage traduit une hausse significative (+4,2 %).



Dans un contexte de ralentissement de la consommation des ménages au troisième trimestre, marquée notamment par une faible progression des importations de produits alimentaires et un recul des immatriculations de véhicules de tourisme, l'activité de crédit à la consommation des ménages affiche une certaine résistance avec une croissance de 1,6% sur la même période. Cette hausse résulte pour l'essentiel d'une importante utilisation au débit des comptes ordinaires (+32,0 %)

Les encours de crédits à l'habitat des ménages demeurent, pour leur part, sensiblement comparables (73,8 millions d'euros) à ceux enregistrés au trimestre précédent (+0,7 %).

Diminution des crédits aux collectivités

L'encours des crédits aux collectivités locales enregistre son troisième trimestre de baisse consécutive (-2,2 %) et vient s'établir à 18,5 millions d'euros à la fin du mois de septembre 2013. Toutefois, ce constat peut être nuancé par une analyse en glissement annuel qui établit, à l'inverse, une évolution générale à la hausse (+14,1 %).

Haussse de la sinistralité

L'encours de créances douteuses brutes porté par les établissements de crédit connaît sa première augmentation depuis un an (+12,1 %). Cette hausse se traduit par la dégradation du **taux de créances douteuses**, lequel atteint 5,3 % à fin septembre 2013 (soit +0,5 point sur le trimestre). Cette évolution s'explique principalement par un déclassement réglementaire de certaines créances par les banques.

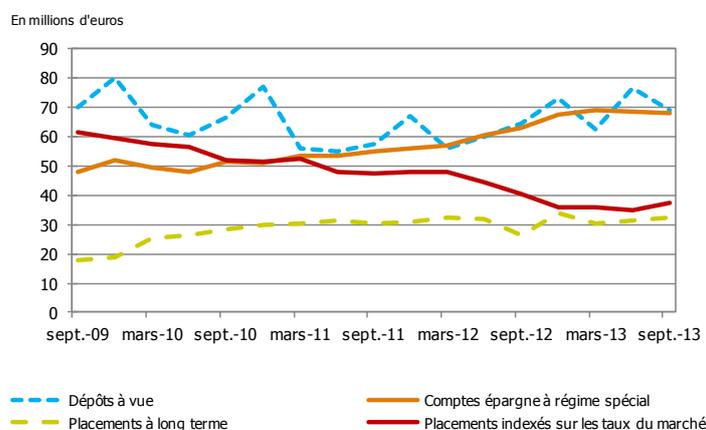
SENSIBLE DIMINUTION DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel atteignent 206,9 millions d'euros au troisième trimestre 2013. Ils enregistrent une baisse de 2,0 % par rapport au trimestre précédent. Toutefois, la progression sur une période d'un an reste soutenue (+6,8 %).

Cette baisse s'explique principalement au travers de l'évolution des **dépôts à vue**, en net retrait ce trimestre (-9,5 %). Cette diminution est essentiellement attribuable aux autres agents qui voient leurs dépôts à vue reculer de 32,7 % sur cette période (soit -8,6 millions d'euros).

L'épargne à long terme et les placements liquides progressent, quant à eux, respectivement de 3,4 % (soit +1,0 million d'euros) et 1,9 % (soit +1,9 million d'euros).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



Faible progression de l'épargne des ménages

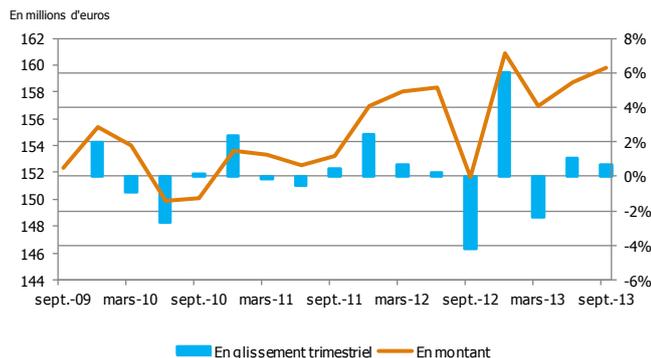
Les **placements des ménages** croissent de 0,7 % au troisième trimestre 2013, totalisant 159,7 millions d'euros.

Le dynamisme des **dépôts à vue** constitue le principal facteur de croissance de l'épargne des ménages (+3,4 %, soit +1,1 million d'euros). Ces derniers connaissent une croissance soutenue depuis un an (+8,0 %).

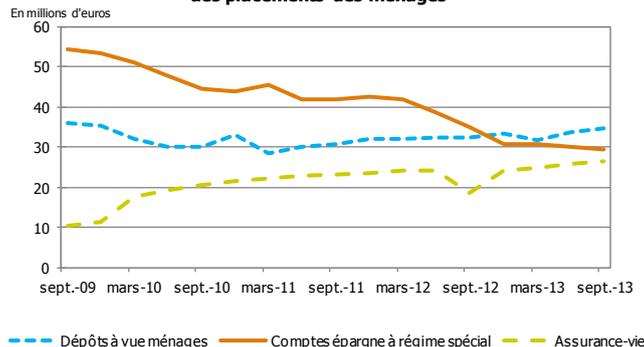
Les **placements liquides**, pour leur part, diminuent de 1,2 % ce trimestre. Cette diminution s'explique par la baisse des encours sur les livrets et les bons de caisse (-1,0 million d'euros).

De son côté, **l'épargne à long terme** progresse légèrement, (+3,4 %, soit +1 million d'euros). La croissance de cette dernière résulte de hausses combinées de la collecte sur les contrats d'assurance-vie (+2,7 %), principale composante de l'épargne longue des ménages, et des plans d'épargne logement (+6,9 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages

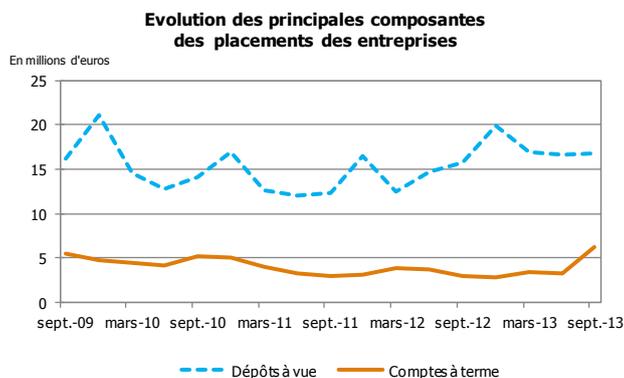
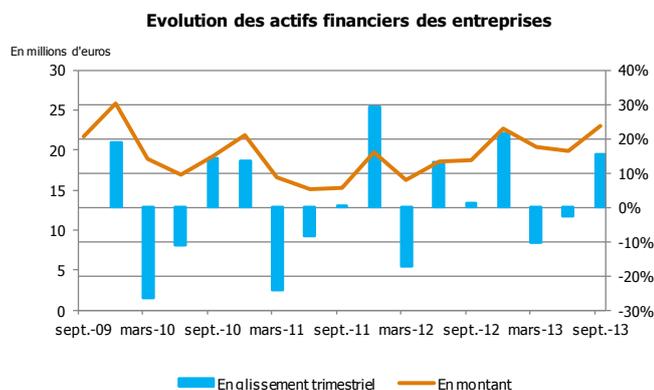


Croissance importante des placements des entreprises

Les actifs financiers détenus par les entreprises progressent de 15,4 % à la fin du mois de septembre 2013 et s'élèvent à 23 millions d'euros.

La forte croissance **des comptes à terme**, qui voient leur volume presque doubler (+91,8 % soit +3,0 millions d'euros) ce trimestre, contribue majoritairement à cette évolution. **Les dépôts à vue** (+0,6 %, soit +0,1 million d'euros), dans une bien moindre mesure, viennent également soutenir cette hausse des actifs financiers des entreprises.

Sur un an, la tendance à la hausse des actifs financiers des entreprises se confirme également, avec un rythme de progression soutenu (+22,6 %, soit +4,3 millions d'euros).



Forte contraction des placements des autres agents

Les placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale, et les institutions sans but lucratif au service des ménages), atteignent 24,2 millions d'euros au 30 septembre 2013, enregistrant une baisse significative (-25,6 %, soit -8,3 millions d'euros).

La contraction des placements de ces agents est due pour l'essentiel à la forte diminution de son principal élément constitutif, à savoir **les dépôts à vue** (-32,7 %, soit -8,6 millions d'euros). Cependant, sur une période d'un an, ces derniers restent en progression (+6,7 %, soit +1,1 million d'euros).

A l'inverse, **les placements liquides** et **l'épargne à long terme** progressent respectivement de 2,6 % et de 4,0 % sur le trimestre.

MÉTHODOLOGIE

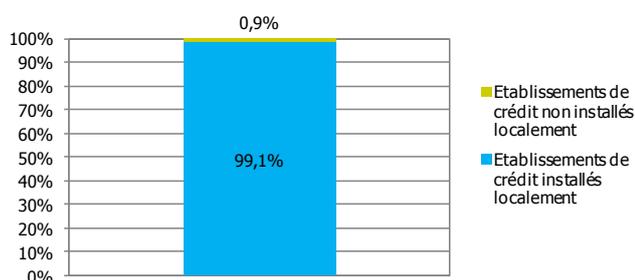
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

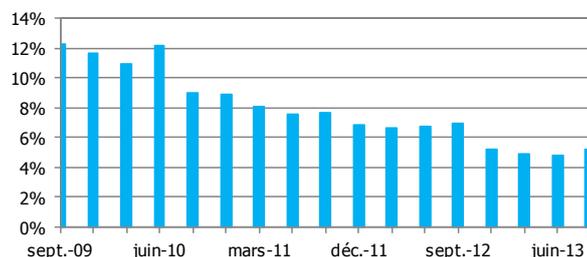
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept.-09	sept.-10	sept.-11	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	8,6	9,1	9,7	10,4	10,1	7,6	8,3	8,6	3,9%	-17,4%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	2,2	3,5	4,3	4,5	0,7	0,9	1,5	67,5%	-64,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4,7	2,3	1,5	2,5	2,8	2,9	2,9	3,1	6,9%	24,3%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	4,7%	-31,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,0	4,7	4,7	3,6	2,8	4,0	4,4	3,9	-11,1%	10,1%
<i>Affecturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	22,9	27,4	25,6	25,6	25,4	24,9	24,7	25,3	2,2%	-1,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	22,9	27,4	25,6	25,6	25,4	24,9	24,7	25,3	2,2%	-1,1%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1,7	1,6	1,5	1,1	1,0	0,9	0,8	0,9	11,2%	-13,2%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,0	0,6	0,8	0,9	0,9	1,6	2,3	3,2	43,8%	ns
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	31,5	37,1	36,1	36,8	36,4	34,1	35,2	37,1	5,2%	0,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	12,9	12,8	14,2	14,8	15,0	14,8	15,3	15,6	1,6%	5,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	11,2	12,3	13,7	14,2	14,5	14,3	14,9	15,0	0,8%	5,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,7	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	32,0%	1,5%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,8%	-8,1%
Crédits à l'habitat	60,7	64,2	67,4	71,0	72,3	72,6	73,3	73,8	0,7%	3,9%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	73,5	77,0	81,6	85,8	87,3	87,4	88,6	89,4	0,8%	4,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	17,5	22,9	16,6	14,8	17,4	17,0	17,8	17,4	-2,3%	18,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	17,5	22,9	16,6	14,8	17,4	17,0	17,8	17,4	-2,3%	18,0%
Autres crédits	2,6	2,4	1,9	1,5	1,3	1,3	1,1	1,1	0,0%	-25,9%
Encours sain	20,1	25,4	18,5	16,2	20,2	19,3	18,9	18,5	-2,2%	14,1%
Autres agents										
Encours sain	4,1	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,3	-2,4%	17,5%
TOTAL										
Encours sain	129,265	140,391	137,333	139,990	144,965	142,062	144,198	146,326	1,5%	4,5%
dont ECNIL	7,281	9,194	2,101	1,738	1,565	1,625	1,610	1,662	3,3%	-4,3%
Créances douteuses brutes	13,695	12,106	11,167	10,344	7,917	7,284	7,166	8,033	12,1%	-22,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,628	3,533	3,722	3,445	2,331	2,329	2,248	3,026	34,6%	-12,2%
(dt) <i>Entreprises</i>	4,258	2,880	3,270	3,237	2,059	2,067	1,989	2,550	28,2%	-21,2%
(dt) <i>Ménages</i>	1,369	0,652	0,452	0,208	0,273	0,262	0,258	0,476	84,4%	ns
Provisions	8,067	8,574	7,446	6,899	5,586	4,955	4,918	5,006	1,8%	-27,4%
Encours brut total	142,960	152,497	148,500	150,334	152,882	149,346	151,364	154,359	2,0%	2,7%
Taux de créances douteuses	12,2%	9,0%	7,6%	7,0%	5,2%	4,9%	4,8%	5,3%	0,1 pt	-0,2 pt
dont ECIL	11,4%	8,8%	8,0%	6,6%	6,7%	7,0%	5,2%	4,9%	-0,1 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	59,8%	71,1%	66,7%	66,7%	70,6%	68,0%	68,6%	62,3%	-0,1 pt	-0,1 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept.-09	sept.-10	sept.-11	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	21,7	19,3	15,2	18,7	22,7	20,4	19,9	23,0	15,4%	22,6%
Dépôts à vue	16,2	14,1	12,3	15,7	19,9	17,0	16,7	16,8	0,6%	6,7%
Placements liquides ou à court terme	5,5	5,2	2,9	3,0	2,9	3,4	3,2	6,2	91,8%	105,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	5,5	5,2	2,9	3,0	2,9	3,4	3,2	6,2	92,0%	106,0%
<i>dont comptes à terme</i>	5,5	5,2	2,9	3,0	2,9	3,4	3,2	6,2	92,0%	106,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	152,3	150,1	153,2	151,7	160,8	157,0	158,7	159,7	0,7%	5,3%
Dépôts à vue	36,1	30,0	30,9	32,2	33,4	31,8	33,7	34,8	3,4%	8,0%
Placements liquides ou à court terme	98,5	91,7	92,0	93,0	93,7	95,1	93,7	92,5	-1,2%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	44,2	47,2	50,0	57,8	62,8	64,2	63,6	63,1	-0,8%	9,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	37,9	40,3	41,9	48,2	51,9	52,4	51,6	51,0	-1,3%	5,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,8	6,5	7,6	9,1	10,4	11,2	11,5	11,6	0,9%	27,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	2,9%	2,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	14,7%	-8,9%
Placements indexés sur les taux de marché	54,4	44,5	42,0	35,2	30,9	30,9	30,0	29,4	-2,1%	-16,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	52,7	43,4	40,9	34,1	29,7	29,8	28,7	29,1	1,2%	-14,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	0,3	-75,0%	-70,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	17,6	28,3	30,3	26,4	33,7	30,1	31,4	32,4	3,4%	22,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,2	2,5	2,6	3,4	4,2	4,9	5,1	5,4	6,9%	62,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	55,1%	ns
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	5,1	5,1	4,6	4,5	5,2	0,4	0,4	0,4	-3,9%	-90,5%
Autres agents	22,6	28,3	21,4	23,4	26,0	20,4	32,5	24,2	-25,6%	3,5%
Dépôts à vue	17,5	22,0	14,1	16,4	19,5	13,8	26,1	17,5	-32,7%	6,7%
Placements liquides ou à court terme	5,1	6,3	7,3	6,9	6,5	6,5	6,5	6,6	2,6%	-4,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,7	4,1	4,9	5,0	4,7	4,8	4,7	5,0	5,3%	-1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	1,4	2,1	2,4	1,9	1,8	1,7	1,8	1,7	-4,4%	-12,1%
<i>dont comptes à terme</i>	1,4	2,1	2,4	1,9	1,8	1,7	1,8	1,7	-4,4%	-12,1%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0%	8,6%
Total actifs financiers	196,6	197,6	189,8	193,8	209,6	197,8	211,1	206,9	-2,0%	6,8%
Dépôts à vue	69,8	66,1	57,3	64,4	72,7	62,6	76,4	69,1	-9,5%	7,3%
Placements liquides ou à court terme	109,2	103,2	102,2	102,9	103,1	105,0	103,4	105,3	1,9%	2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	47,9	51,3	54,9	62,9	67,5	69,0	68,3	68,1	-0,4%	8,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	37,9	44,3	46,4	52,8	56,2	56,6	55,8	55,4	-0,6%	4,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,9	6,6	8,0	9,5	10,8	11,8	12,1	12,1	0,4%	27,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	2,9%	2,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	14,7%	-8,9%
Placements indexés sur les taux de marché	61,3	51,9	47,3	40,1	35,6	36,1	35,0	37,3	6,4%	-7,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	59,7	50,8	46,2	39,0	34,4	35,0	33,7	37,0	9,6%	-5,2%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	0,3	-75,0%	-70,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	17,6	28,3	30,3	26,5	33,7	30,1	31,4	32,4	3,4%	22,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,2	2,5	2,6	3,4	4,2	4,9	5,1	5,4	6,9%	62,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	54,0%	ns
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,1	5,1	4,6	4,5	5,2	0,4	0,4	0,4	-3,9%	-90,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	10,3	20,7	23,1	18,6	24,3	24,8	25,8	26,5	2,7%	42,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : décembre 2013